

<http://pierrealainmillet.fr/L-exigence-republicaine-et-les>



L'exigence républicaine et les arrangements métropolitains

- Délibérations - Conseil métropolitain du Grand Lyon -

Date de mise en ligne : vendredi 16 janvier 2015

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Monsieur le président, chers collègues

Ah, la métropole comme réponse à la crise ! Permettez-moi un trait d'humour en chantonnant avec Jean-Jacques Goldman

Y'aura de l'emploi pour tout l'monde Que des premières classes, plus de secondes C'est une nouvelle ère, métropolitaine </poésie>

Mais nous n'en sommes plus aux promesses et nous entrons dans le réel de cette construction métropolitaine.

Avec la mise en place de cette commission permanente, vous voulez continuer à fonctionner comme dans l'ancienne communauté urbaine, quand votre loi, pardon, une loi votée par tous les groupes politiques sauf le notre, l'a transformé en collectivité locale. Dans toutes les collectivités départementales et régionales, et notamment dans l'ancien département ou la région Rhône-Alpes, la commission permanente est un outil de transparence des décisions quotidiennes, rassemblant soit tous les élus, soit une représentation proportionnelle. Mais vous voulez continuer à organiser votre majorité en dehors de toute transparence politique, dans le secret de vos relations personnelles. On pouvait le comprendre dans une intercommunalité de projets, et nous sommes nombreux à faire vivre des syndicats intercommunaux dans lequel la direction politique est construite sur un consensus de l'ensemble des acteurs. Mais vous avez décidé de transformer l'intercommunalité en une collectivité de plein droit, qui suppose une majorité politique claire et transparente, permettant le débat public républicain.

Vous avez mesuré aux municipales l'incompréhension de nombreux habitants sur cette métropole qui inquiète et fait peur, malgré les discours ronflants qui se multiplient dans cette assemblée. Le conseil de développement propose 40 actions pour faire connaître la métropole aux habitants, mais c'est le tonneau des Danaïdes quand l'austérité va vous obliger à réduire les missions de service public, et quand par exemple, le préfet mettant en œuvre votre loi dissout d'un simple arrêté le syndicat des grandes terres, que le trésorier refuse désormais de payer les mandats, et que personne ne sait comment sauver cette si belle réussite reconnue par tous d'une politique d'espace nature pourtant massivement soutenue par l'ancienne communauté urbaine, dans un cadre intercommunal.

La réalité est que vous payez, pardon, nous payons, le coup de force par lequel vous avez imposé cette métropole qui rompt avec la république. Ceux qui découvrent que tous les maires, notamment des petites communes, ne seront plus vraiment des maires se réveillent bien tardivement, et ce n'est pas fini, car nous savons tous que le périmètre de la métropole ne peut rester en l'état. La logique de la territorialisation différenciée, à chacun son statut, sa loi, son institution est un contresens historique quand on écoute les manifestants de dimanche chantait la Marseillaise faisant grandir l'exigence républicaine.

Dans ce cadre que nous considérons comme dangereux pour nos communes, l'urgence est d'atténuer les conséquences pour le lien citoyen et républicain, pour les services publics. Il est urgent d'affirmer un projet politique fort de défense des services publics, de nos communes, de la solidarité, porté dans la transparence par les forces politiques républicaines qui le souhaitent, mais qui ne peut être dans la crise politique grave que traverse notre pays, qu'un choix pour tenir le cap à gauche. Il est urgent de se mettre au travail pour définir le futur pacte de cohérence métropolitain qui devra définir la place des communes dans la métropole et précisant ce qui relève de compétences métropolitaines et ce qui peut, ce qui doit rester de compétences communales.

Nous soutenons donc la demande du groupe GRAM d'une autre organisation de cette commission permanente sur une base proportionnelle et nous renouvelons notre interpellation sur ces deux points, monsieur le président, de la

L'exigence républicaine et les arrangements métropolitains

construction d'une majorité politique claire, et de la construction d'une métropole qui respecte nos communes, sans lequel nous ne pouvons que confirmer que nous ne participerons pas à cette nouvelle édition d'une cuisine lyonnaise décidément bien indigeste pour nos concitoyens.